



REGION REUNION
CONSEIL REGIONAL

HÔTEL DE RÉGION PIERRE LAGOURGUE
Avenue René-Cassin
Moufia - B.P. 7190
97719 ST-DENIS MESSAG CEDEX 9
Tél. 0262 48.70.00
Télécopie 0262 48.70.71
Site internet : www.regionreunion.com

Saint-Denis, le 05 AOUT 2004

**Monsieur le Président de l'Autorité de
Régulation des Télécommunications**

7, square Max Hymans

75730 Paris CEDEX 15

Affaire suivie par : Denis FABREGUE & Sulliman OMARJEE
Tél. : 02 62 92 29 35
Courriel : d.fabregue@protel.fr & s.omarjee@protel.fr

OBJET : Consultation publique sur l'analyse des marchés du haut débit

N/Réf. : 2004 20006 /TIC/DF/SO

Monsieur le Président,

La Région Réunion a étudié avec beaucoup d'attention la consultation publique que vous avez lancé sur l'analyse des marchés du haut débit. Ces marchés représentent un intérêt important pour notre île, afin que les entreprises et les ménages réunionnais puissent bénéficier du meilleur service au plus bas coût.

La Région Réunion adhère ainsi à votre démarche d'identification des marchés pertinents ainsi qu'aux propositions que vous avez formulées sur le marché du dégroupage de la boucle locale et celui des offres de gros d'accès large bande livrées au niveau régional.

Nous nous félicitons également de votre initiative visant à proposer à la Commission Européenne l'identification d'un nouveau marché d'offres de gros d'accès large bande livrées au niveau national : ce type de prestation est indispensable aux acteurs locaux du haut débit.

Toutefois, votre analyse met en avant un début de concurrence sur ce dernier marché justifiant un allègement des mesures imposées à l'opérateur historique. Force est de constater que ce début de concurrence n'existe pas dans les Départements d'Outre Mer, et l'Autorité elle même (lors de la procédure de règlement de différends entre la Région Réunion, Mobius, Outremer Télécom d'une part, et France Télécom d'autre part, concernant les liaisons Réunion/Paris utilisant le câble SAFE) a confirmé que « [...] France Télécom possède un monopole de fait sur le transport entre la Réunion et la métropole ».

En conséquence, l'adoption de mesures de contrôle allégées sur ce marché, dans le contexte des DOM, entraîne un risque de maintien des prix élevés néfaste au développement de la société de l'information et est contradictoire avec notre volonté de combler le retard que connaît notre île en matière d'offres haut débit.

Aussi, il nous apparaît essentiel que l'ART prenne pleinement en compte les spécificités des DOM afin que cette concurrence puisse également naître sur notre île, par exemple :

- soit en appliquant sur le marché des offres de gros d'accès large bande livrées en un point national, une régulation renforcée (en particulier, en imposant une orientation vers les coûts)
- soit en créant un marché d'offres de gros d'accès large bande **DOM** livrées en un point national avec une régulation renforcée
- soit en créant un marché d'offres de gros large bande **réunionnais** livrées en un point national également avec une régulation renforcée.

La Région Réunion partage avec l'Autorité de Régulation des Télécommunications l'objectif de développer la concurrence dans le secteur des communications électroniques et je ne doute pas que ces suggestions retiendront toute votre attention.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

Pour le Président et par délégation
le Directeur Général des Services



Houssni AMODE